

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Mars 2013

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

- sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

- sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

- sur le site de Eva Resis : <http://no-war.over-blog.com/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Des milliers de Palestiniens rendent hommage au Président Hugo Chavez

9 mars D'après Al-Akhbar

Les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie se sont unis dans la peine ce jeudi, en apprenant la disparition de Hugo Chavez, le Président du Venezuela, un de leurs plus constants défenseurs qui s'est fortement opposé à Israël

Le Président vénézuélien âgé de 58 ans et qui est mort mardi après une lutte de presque deux ans contre le cancer, était énormément populaire parmi les Palestiniens pour son franc soutien face à leur difficile situation.

« C'est une grande perte pour nous, » a dit Mahmoud Abbas, le chef de l'Autorité palestinienne, dans un communiqué de condoléances déposé au bureau du représentant du Vénézuélien dans Ramallah.

« Le peuple palestinien restera fidèle à Chavez, dont la mémoire demeurera gravée avec respect dans notre conscience pour son soutien courageux à notre droit à un État Palestinien indépendant avec Jérusalem comme capitale, » avait-t-il déclaré un jour plus tôt.

La lune de miel palestinienne avec le populaire dirigeant latino-américain a réellement commencé en janvier 2009, quand celui-ci a décrit Israël comme État terroriste lors de la guerre de 22 jours contre Gaza où plus de 1400 Palestiniens ont été assassinés.

Il réduisit alors fortement tous les liens diplomatiques avec Israël pour cause de « persécution cruelle du peuple palestinien. »

Connu pour son soutien dévoué et public pour un État Palestinien, Chavez n'a jamais tenté de dissimuler son mépris pour Israël qu'il a présenté comme un « État génocidaire » et de « tueurs. »

Dans la ville de Gaza, d'énormes affiches avec le portrait de l'ancien militaire vénézuélien ont été posées sur les murs à côté des couleurs jaune, bleu et rouge du drapeau vénézuélien, lequel était arboré à l'extérieur des boutiques de souvenirs.

Le gouvernement du Hamas dans Gaza a fait un semblable éloge semblable pour le Président vénézuélien, qui avait soulevé la polémique avec Washington concernant ses liens étroits avec les régimes syrien et iranien.

Le célébrant comme un « grand dirigeant », le mouvement islamiste a déclaré que Hugo Chavez avait « consacré sa vie à défendre la dignité et la liberté de son peuple, refusant de se soumettre à l'hégémonie américano-israélienne et qu'il avait soutenu le peuple palestinien et sa cause face à l'agression sioniste et à l'occupation. »

« Son dernier acte de bravoure a été de permettre aux Palestiniens d'entrer au Venezuela sans visa, ce que de nombreux dirigeants arabes n'ont toujours pas fait, » a-t-il ajouté.

Un sentiment similaire peut être entendu dans la rue.

« Nous n'oublierons jamais sa position courageuse sur la question palestinienne, en particulier au cours de l'opération israélienne », a déclaré Bahaa Wahba, un étudiant âgé de 23 ans, se référant à l'offensive israélienne longue de trois semaines durant l'hiver 2008-2009.

« Il a vraiment ressenti la souffrance des Palestiniens », dit Hani al-Agha, âgé de 31 ans.

On pouvait aussi assister aux mêmes démonstrations à Ramallah, où des centaines de personnes sont venues rendre un dernier hommage à la représentation du Venezuela.

De nombreuses personnes s'étaient rassemblées devant le même siège ce mercredi, portant des photos de Chavez et des drapeaux du Venezuela lors d'un rassemblement de soutien aux prisonniers détenus dans les prisons israéliennes.

<http://www.info-palestine.net/spip.php?article13300>

Palestine : les mots justes et forts de Stéphane Hessel

Les mots justes de Stéphane Hessel en faveur de la cause palestinienne resteront dans la mémoire de tous les « indignés » à travers le monde. Un thème curieusement occulté, à peine effleuré par les médias français. Comblons cette « lacune ».

Cet homme « qui fut une conscience, un grand Français, un juste », « le militant sans parti et l'optimiste sans limite », le « séducteur de la cause juste », salué ainsi par le président François Hollande, était aussi, rappelons-le, un homme révolté par l'impunité d'Israël, par le comportement inhumain de son armée, et la scandaleuse frilosité de l'Europe à son égard.

Cet homme dont le président Hollande reconnaît « qu'il inspira la jeunesse d'Europe et même d'au-delà » et dont « l'appel n'était pas une incitation à la révolte mais à la lucidité » ne mâchait pas non plus ses mots quand il fallait condamner l'horreur de la guerre de Gaza en 2009 et l'hypocrisie des puissances occidentales qui regardaient mourir les enfants palestiniens en condamnant du bout des lèvres.

Plus de quatre ans après et alors que l'Etat Hébreu poursuit sa colonisation en Cisjordanie, durcit le blocus de Gaza, légitime la torture dans ses geôles, les mots de Stéphane Hessel sont plus que jamais d'actualité.

« Tous responsables, tous coupables de n'avoir pas été suffisamment sévères à l'égard des violations graves qu'Israël apporte depuis 40 ans au droit international », reprochait-il dans une interview à la fin du pilonnage de Gaza, dénonçant « une brutalité incroyable [de l'armée israélienne] qui rappelle Srebrenica ou la Tchétchénie... »

« Je n'aurais jamais cru que cela serait possible, je suis scandalisé, indigné et très malheureux pour la bonne conscience éventuelle de nous autres juifs et de l'Etat d'Israël, bonne conscience qui ne peut pas subsister après les massacres qui ont été pratiqués entre le 27 décembre et le 19 janvier », confiait l'ancien résistant et déporté. Et de rappeler une vérité : « la sécurité à long terme d'Israël n'est concevable que s'il y a un véritable Etat palestinien... »

Les mots justes et forts de Stéphane Hessel...

<http://www.mediterranee.com/0742013-palestine-les-mots-justes-et-forts-de-stephane-hessel.html>

Manifestation des activistes britanniques pro-Palestiniens, à Londres

IRIB- Les activistes britanniques ont organisé une manifestation, devant le siège londonien de la société sécuritaire G4S, pour dénoncer sa complicité, dans la détention illégale et la torture des enfants palestiniens, dans les prisons du régime israélien.

Ces militants pro-Palestiniens ont pris part à la manifestation de vendredi, qui a été organisée, par la Commission islamique des droits de l'Homme (CIDH) et Inminds, pour condamner l'utilisation des expertises de la société sécuritaire privée, dans les prisons israéliennes. Sur un grand panneau accroché au mur extérieur du bureau G4S, à Londres, était écrit : "Libérez tous les prisonniers politiques palestiniens" et "G4S est complice de la torture des enfants palestiniens, par Israël".

<http://french.trib.ir/info/...>

COLONISATION

Qods: 364 nouvelles unités coloniales

IRIB-Le ministre israélien des affaires étrangères, Ehud Barak, a approuvé des plans pour la construction de 364 nouvelles unités coloniales dans la colonie "Gush Etzion" dans le sud de la ville occupée de Qods.

Cela a été confirmé par, Davidi Berl, le président de la colonie "Gush Etzion" dans son entretien au journal "Jerusalem Post", hier vendredi 1/2.

L'extrémiste Berl a déclaré que les plans approuvés par Barak comprennent la construction de 200 nouvelles unités coloniales dans la colonie "Tekoa" et 164 autres dans la colonie "Nokdim", déclarant que les plans de la construction de ces unités coloniales ont été approuvés, il y a deux semaines.

<http://french.trib.ir/info/...>

Israël a émis soixante ordres de démolition à Jérusalem en deux jours

Des sources palestiniennes font état d'une politique systématique d'évacuation des habitants arabes par l'État israélien, sous des prétextes illégaux ou injustifiés.

Dans un communiqué de presse publié jeudi 7 février, Muhannad Jannara, avocat palestinien de Jérusalem, a indiqué que « *ce sont entre cinquante et soixante avis de démolition qui ont été émis dans certaines zones de la ville sainte en deux jours à peine. Ces zones intéressent l'administration communale et le ministère de l'Intérieur* ».

Jabbara, qui est aussi expert en questions urbanistiques, tient à signaler que les ordres de démolition sont concentrés dans ou autour de la vieille ville : Silwan, le Mont des Oliviers, Beït Hanina, Beït Safafa et autres zones politiquement sensibles. Il a ajouté que « *les démolitions ont été décidées pour répondre à des objectifs israéliens, parmi lesquels le soutien au tourisme religieux (juif) ou la construction de postes de police, comme celui situé près du [mur d'al-Buraq](#), tout près de la mosquée al-Aqsa* ».

Jabbara a souligné que « *ces démolitions ont été sporadiquement organisées depuis des années. Cependant, leur intensité est montée d'un cran depuis la reconnaissance par l'ONU de l'État palestinien, de telle sorte qu'elles apparaissent aux yeux de ses concitoyens comme une punition collective* ».

Le juge palestinien a estimé que « *les démolitions ont des aspects gravissimes et peuvent être assimilées à des avanies imposées par Israël pour opprimer l'Autorité palestinienne dans la mesure où le foyer est un élément fondamental de la vie humaine* ». Jabbara explique que la ville de Jérusalem avance principalement deux prétextes pour justifier les démolitions : l'absence de permis de construire et la présence non autorisée de caravanes.

Jabbara a signalé les efforts, individuels ou collectifs, mis en œuvre pour repousser ces démolitions au moins jusqu'à la prononciation du verdict des tribunaux israéliens, affirmant : « *nous présenterons des pétitions contre la municipalité et le ministère de l'Intérieur, et nous chercherons à connaître les raisons qui jusque-là interdisent la délivrance de permis de construire dans la vieille ville. De même, nous chercherons à faire modifier le plan d'urbanisme de Beït Hanina* ».

Israël a émis soixante ordres de démolition en deux jours à peine. Et Jabbara est bien conscient des limites de ces démarches dans la mesure où les tribunaux seront juges et parties. Finalement,

on n'a peut-être rien trouvé de mieux que la force pour résister à la violence. Face au terrorisme sioniste, Palestine debout !

Capitaine Martin <http://www.resistance-politique.fr/article-israel-a-emis-soixante-ordres-de-demolition-a-jerusalem-en-deux-jours-115283961.html>

Un rapport de l'UE condamne la colonisation israélienne et recommande des sanctions financières
<http://www.assawra.info/spip.php?article2615>

27 février 2013,

L'Union européenne condamne la colonisation israélienne à Jérusalem-Est occupé et annexé, qui menace à ses yeux une solution à deux États israélien et palestinien, et recommande aux pays membres d'empêcher les transactions financières en faveur des implantations.

Dans un rapport, les chefs de mission de l'UE à Jérusalem-Est et à Ramallah (Cisjordanie) conseillent aux 27 États membres d'"empêcher les transactions financières, de les décourager et d'informer sur leurs conséquences problématiques, y compris en ce qui concerne les investissements étrangers directs, en faveur des activités, des infrastructures et des services dans les colonies". Ils appellent également à "assurer la stricte application de l'Accord d'association Israël-UE, notamment que les produits fabriqués dans les colonies ne bénéficient pas du traitement préférentiel" prévu par cet accord.

Ce rapport annuel, dont l'AFP s'est procuré une copie, qualifie la colonisation à Jérusalem-Est de "plus grande menace pour une solution à deux États". "Si l'application de l'actuelle politique israélienne continue, en particulier la colonisation, la perspective de Jérusalem comme future capitale de deux États, Israël et la Palestine, deviendra quasiment impraticable", mettent en garde les chefs de mission des pays de l'UE à Jérusalem. "Pour que la solution à deux États se réalise, Jérusalem doit devenir la future capitale de deux États, Israël et la Palestine", affirment les chefs de mission de l'UE, déplorant qu'"Israël perpétue activement son annexion illégale de Jérusalem-Est".

La colonisation est "systématique, délibérée et provocatrice", selon le texte, qui lui reproche de "saper la confiance entre les parties, mettre en péril les perspectives physiques de création d'un État palestinien viable et contigu et de rendre les compromis nécessaires à la paix plus difficiles à mesure que la population des colonies augmente".

Le document pointe en particulier la colonisation sur le flanc sud de Jérusalem qui menace de créer un "tampon effectif entre Jérusalem-Est et Bethléem (Cisjordanie) d'ici la fin 2013" et le projet E1 qui "diviserait la Cisjordanie en deux parties séparées nord et sud".

Dans ce rapport envoyé à Bruxelles, les chefs de mission recommandent aussi d'"intensifier les efforts de l'UE pour contrer la colonisation dans Jérusalem-Est et autour qui constitue une menace particulière pour la solution à deux États".

Malgré l'annexion proclamée de Jérusalem-Est et "bien que les Palestiniens constituent environ 37 % de la population de Jérusalem, la municipalité ne dépense pas plus de 10 % de son budget total dans les zones palestiniennes", relèvent les chefs de mission de l'UE.

Israël considère Jérusalem comme sa capitale "unifiée et indivisible". Mais la communauté internationale ne reconnaît pas l'annexion en 1967 de la partie orientale occupée de la ville, où vivent 200 000 Israéliens dans des quartiers de colonisation juive, et dont les Palestiniens veulent faire la capitale de l'État auquel ils aspirent.

GAZA

[L'Égypte inonde les tunnels par les eaux usées, Hamas proteste](#)

22/02/2013

Le Hamas a exprimé sa protestation envers la campagne sécuritaire menée par l'Égypte pour fermer les tunnels de Gaza. L'Égypte a procédé à l'inondation par les eaux usées des tunnels, seule bouffée d'oxygène pour Gaza du fait du blocus asphyxiant qui lui est imposé.

Un responsable du mouvement islamiste, Hamas, a exprimé hier (jeudi) sa protestation auprès de l'Égypte du fait de la campagne sécuritaire visant à fermer les tunnels de la bande de Gaza.

Le dirigeant de Hamas, Salah Bardaouil, a déclaré à l'agence de presse allemande, relayée par le site d'alJazeera, que son mouvement a évoqué la question de fermeture des tunnels avec la partie égyptienne, et a formulé son espoir que les responsables égyptiens soient compréhensifs envers la position à Gaza et le besoin de la poursuite de l'activité des tunnels.

Il a ajouté que "la fermeture des tunnels sans fournir une solution de rechange pour approvisionner la bande de Gaza, revient à exercer une forte pression sur le peuple palestinien", se disant confiant que "l'Égypte de l'après-révolution ne fera pas des pressions sur Gaza".

Au cours des deux dernières semaines, des sources palestiniennes ont évoqué une campagne lancée par les forces de sécurité égyptiennes pour fermer les tunnels situés dans la zone frontalière avec Gaza, à travers leur inondation par les eaux d'évacuation.

Les mêmes sources ont indiqué que cette campagne n'a pas provoqué de grands dégâts au niveau de l'activité des tunnels, elle a néanmoins abouti à la fermeture d'une vingtaine de ces passerelles souterraines, et a suscité des craintes que l'inondation de la région frontalière ne conduise à la fermeture d'un nombre plus important de ces tunnels.

Bardaoui a souligné que les autorités égyptiennes n'ont pas coordonné avec Hamas au sujet de leur campagne contre les tunnels, affirmant que son mouvement n'impose aucune décision à l'Égypte, mais il lui parle au nom des principes "de fraternité, de voisinage et du sang commun". "Ces tunnels nous ont été imposés du fait des grandes restrictions infligées au peuple palestinien, il s'agit d'une situation exceptionnelle consécutive au blocus", a-t-il signalé.

Il a renouvelé les dispositions de son mouvement de fermer l'ensemble des tunnels et de les détruire d'une façon définitive, aussitôt une alternative est trouvée, dont la levée totale du blocus contre Gaza.

Les tunnels sont utilisés pour faire transiter les marchandises, les matériaux de construction et le carburant vers Gaza, dans la foulée du blocus qui lui est imposé depuis la mi-2007, à la date où Hamas en a pris le contrôle.

Plus de 220 ouvriers ont trouvé la mort dans les tunnels depuis 2007, dont la majorité a été ensevelie par les sables. L'intensité du travail sous terre a baissé depuis qu'Israël a décidé d'assouplir l'embargo en juillet 2010, suite à des pressions internationales.

La Bande de Gaza est une prison à ciel ouvert, au niveau physique comme psychologique, nous écrit Ayman Qwaidar.

<http://www.info-palestine.net/spip.php?article13273>

En circulant dans les petites rues des camps de réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza, vous entendez les gens parler sans interruption de politique. Bien évidemment, ils font toujours le lien entre la politique et leur vie quotidienne. La réalité de tous les jours dans la bande de Gaza, c'est devoir vivre au jour le jour des changements dramatiques. En d'autres mots, c'est un environnement où la sécurité n'est jamais garantie. A Gaza, l'insécurité est devenue partie intégrante de la vie quotidienne. On y parle souvent de l'inévitabilité de la violence et des guerres, ainsi que des symptômes des souffrances endurées. Gaza est une prison à ciel ouvert avec des effets physiques et psychologiques très négatifs sur la totalité de cette nation si jeune de 1,7 million de personnes, en très large majorité des femmes et des enfants.

Au cours des 8 dernières années, la société de la bande de Gaza a vécu deux impitoyables guerres d'agression qui ont fait de ce minuscule territoire, une zone hébergeant une population extrêmement traumatisée et une très jeune génération exposée à tous les risques. A Gaza, les bombardements israéliens surviennent avec régularité et il n'y a absolument rien à faire, si ce n'est les endurer. Lors d'une visite dans la ville de Bait Hanoun, au nord du territoire, j'ai eu la chance de pouvoir m'asseoir et discuter avec un groupe de jeunes enfants qui jouaient au football dans un petit parc un peu délabré. Profiter de chaque instant de la vie est leur objectif principal dans un environnement aussi cruellement instable. Et la mort est devenue un sujet habituel de conversation. On se rend facilement compte que les enfants sont certains que quelque chose de néfaste va leur arriver, mais sans aucune idée de où ni quand cela se produira. A Gaza, il n'y a sans contestation possible une génération qui vit un drame, avec très peu d'espoir. A cause d'une vie impossible au milieu de murs fabriqués par l'homme.

Une politique systématique faite pour isoler

Une dévastatrice politique d'isolement imposée sur les 1,7 millions de civils a toutes ces dernières années, causé une absence d'interaction entre les habitants de Gaza et le reste de la communauté humaine. Cette distance sans cesse croissante et les constantes agressions israéliennes par des drones et des avions, ont obligé la jeune génération à considérer plusieurs perspectives. Lorsque les gens s'impliquent et apprennent selon les expériences des uns et des autres, cela offre une ouverture et un espoir. C'est ce que l'on peut attendre d'une génération isolée, livrée à elle-même pour faire face aux réalités agressives comme à celles de Gaza. Une conclusion logique et démoralisante serait que la violence est quelque chose d'inéluctable dans une communauté en situation d'enfermement.

Une génération traumatisée

J'ai visité l'Institut Canaan dans la ville de Gaza, un institut pionnier dans le travail avec les enfants à travers des activités d'éducation novatrices et une pédagogie inventive. « La situation actuelle dans la bande de Gaza a laissé la jeune génération sur la touche. Une profonde inquiétude, des syndromes de stress post-traumatique et une grande anxiété sont monnaie courante chez les jeunes de Gaza », explique à Info-Palestine, Issa Sabah, le directeur de l'institut.

Les nuits sont sans sommeil dans la bande de Gaza, avec plus de 8 heures de coupures d'électricité. Cet hiver a été rude et les nuits d'hiver sont plus dures à supporter en raison de ces coupures. La pénurie d'électricité dans la bande de Gaza a des effets destructeurs sur la vie quotidienne des Palestiniens, à différents niveaux. L'éducation n'est pas la seule victime de cette pénurie d'électricité, mais certainement une des plus affectées par cette crise voulue et provoquée. Les écoles de Gaza fonctionnent sur deux rythmes, les mêmes cours ayant lieu le matin et l'après-midi en raison du grand nombre d'étudiants et des modestes fournitures de matériaux de construction autorisées pour la bande de Gaza. Lorsque la journée d'école est terminée, les étudiants passent une grande partie de leur temps à domicile. Faire ses devoirs et réviser ses leçons ne sont pas des tâches aisées dans la bande de Gaza. Anas Qwaider, un élève âgé de 12 ans, a déclaré à Info-Palestine : « la nuit est le seul moment où je peux réviser mes leçons et faire mes devoirs. Les nuits d'hiver dans Gaza sont très froides avec environ 8 heures sans électricité. Lorsque la lumière est coupée, je dépends de celle des bougies pour travailler mes leçons et révisions. Comment peut-on recevoir une éducation de qualité dans des circonstances aussi difficiles » ?

Une solution politique

En 1948, Israël a délibérément chassé les Palestiniens de leurs maisons et construit un État pour les juifs. La cause palestinienne a été présentée comme une question humanitaire plutôt que politique. Aujourd'hui dans la bande de Gaza, cette situation humanitaire ne fait qu'empirer en raison de la destruction massive des moyens de subsistance et de la dégradation des infrastructures. Inutile de dire que les Palestiniens sont désespérément dans l'attente d'une solution politique qui mette fin aux années de terrorisme imposées par un État mis en place sur une décision politique en 1948. Ce qui est attendu de la communauté internationale, c'est de mettre l'accent sur la liberté et les droits de l'homme, et non pas de s'accommoder de la souffrance du peuple palestinien dans la Bande de Gaza.

* Ayman Qwaider est étudiant en thèse et spécialiste des questions d'éducation dans les situations de conflit et post-conflit. Il peut être joint à : ayman.qwaider@gmail.com

Consultez son blog à : <http://aymanqwaider.wordpress.com>

Il est originaire de la bande de Gaza, et il a pu rentrer récemment dans ce minuscule territoire palestinien sous blocus depuis bientôt 7 ans. Il nous livre ici ses dernières impressions.

Rapport du CPI

Livni pour les négociations et l'embellissement du visage d'Israël

CPI

Jeudi 28 février 2013

Gaza – CPI

Benjamin Netanyahu, premier ministre de l'entité sioniste, a désigné l'ancienne ministre des

affaires étrangères Tzipi Livni comme sa représentante dans les négociations avec les Palestiniens. Beaucoup d'interrogations sont soulevées sur cette désignation pour mener des négociations mort-nées il y a plus de vingt ans.

Plus d'un croient que cette désignation ne serait que pour faire barrage à toute évolution possible de ces négociations, surtout la solution de deux Etats.

Pour sa part, Ibrahim Al-Madhoun, analyste politique, dit que par cette désignation, Netanyahu voudrait jeter de la poudre aux yeux de l'autorité et lui dire qu'il garde de bonnes intentions. Il voudrait surtout profiter d'elle et donner une bonne image de lui aux Européens et aux Américains qui aiment Livni.

Faire bouger les choses

Dans des déclarations faites à notre Centre Palestinien d'Information (CPI), Al-Madhoun ajoute que Netanyahu a choisi Livni pour ses propres intérêts. En effet, les dernières élections ont eu des résultats compliqués. Netanyahu essaie de composer un gouvernement largement représentatif de toutes les constituantes de la Knesset, aidé par cette désignation.

Le gouvernement sioniste montre son intérêt, tout à coup, pour les négociations pour cacher la judaïsation et l'élargissement des colonies en Cisjordanie. Les occupants sionistes sont prêts à négocier pendant des dizaines d'années, sans avancer d'un seul centimètre, ajoute Al-Madhoun. Puis Netanyahu se prépare pour la tournée d'Obama. Il veut lui dire qu'il y a un changement, qu'il travaille pour que les négociations reprennent.

Livni sera bien pour ce poste, ajoute l'analyste. Elle a beaucoup fait pour tromper le monde, en particulier lorsqu'elle était ministre des affaires étrangères. Cette fois aussi, elle fera tout pour dissimuler le linge sale d'"Israël".

Le problème, c'est que l'autorité palestinienne, même connaissant les intentions de Netanyahu, ira pour négocier avec Livni, sans garanties réelles.

La tournée d'Obama

De son côté, Abdou Al-Hakim Mofid, expert en affaires sionistes, dit que la visite du président américain Obama sera au profit de l'occupation sioniste, vu leurs intérêts communs. Et faire bouger les négociations ne sera que pour liquider la cause palestinienne au profit des occupants sionistes.

Et pour ne pas être trop gêné, Obama pourrait demander à "Israël" de montrer un peu de souplesse dans les négociations avec les Palestiniens, sans une avancée réelle, mais suffisamment pour que les intérêts des Etats-Unis dans la région ne soient pas touchés.

Rappelons enfin que le mouvement du Hamas a confirmé que la désignation de Livni comme responsable du dossier des négociations avec les Palestiniens est une preuve de l'échec évident de cette voie.

PRISONS

Un Palestinien meurt sous la torture à Al Jalama

On continue à tuer dans les prisons israéliennes

http://www.elwatan.com/international/on-continue-a-tuer-dans-les-prisons-israeliennes-26-02-2013-204715_112.php

Arafat Jaradat, âgé de 30 ans seulement, est mort samedi dans la prison israélienne de Megiddo, au nord de l'Etat hébreu.

Arrêté depuis 6 jours, il serait mort d'une crise cardiaque, selon les autorités pénitentiaires israéliennes. Le jeune Arafat a dû subir un interrogatoire musclé pendant plus de 4 jours dans le centre de détention d'Al Jalama, puisqu'il s'est plaint devant le juge de douleurs en différents endroits du corps. Le juge, qui a prolongé de 12 jours sa détention, avait demandé d'ailleurs qu'il soit examiné par un médecin. Des sources israéliennes ont prétendu que l'examen du jeune détenu n'a révélé aucun problème de santé et que son interrogatoire pouvait se poursuivre. Le ministère palestinien des Affaires des prisonniers, présidé par Salam Fayad, a affirmé, de son côté, que Jaradat a été torturé physiquement durant de longues heures dans le centre de détention d'Al Jalama. Le gouvernement palestinien a ainsi accusé les autorités israéliennes d'être responsables

de sa mort et a appelé à la constitution immédiate d'une commission internationale pour déterminer les véritables causes de sa mort.

Kamil Sabagh, avocat du ministère palestinien des Affaires des prisonniers et des libérés, avait assisté à l'audience du 21 février. «A mon entrée dans la salle d'audience, Arafat Jaradat était assis sur une chaise en bois et semblait très fatigué. Lorsque je me suis approché de lui, il m'a révélé qu'il souffrait de grosses douleurs au dos et ailleurs après avoir été passé à tabac et forcé à rester assis de longues heures, de manière inconfortable sur une courte chaise en bois, par les agents sécuritaires chargés de son interrogatoire», a témoigné l'avocat Kamil Sabagh.

«Lorsqu'il a su que le juge allait prolonger sa détention, des signes d'une grande frayeur sont apparus sur son visage», a ajouté son avocat. Me Sabagh a affirmé avoir soutenu devant le juge que la situation psychologique et physique du prisonnier Jaradat était très mauvaise à cause des tortures qu'il avait subies. Mais cela n'a pas empêché le juge de prolonger sa détention d'une douzaine de jours. L'épouse ainsi que la famille du jeune Arafat, arrêté pour «appartenance au Fatah et jets de pierres contre des soldats israéliens», ont affirmé qu'il ne souffrait d'aucune maladie et mis en doute la cause de sa mort avancée par les autorités israéliennes. Il laisse derrière lui une femme enceinte de 5 mois et deux enfants dont Yara, l'aînée, est âgée de trois ans seulement.

La colère gronde en Palestine occupée

La mort du jeune Arafat Jaradat a ravivé la colère des Palestiniens contre l'occupant israélien, et contre les méthodes inhumaines qu'il emploie contre les milliers de prisonniers détenus injustement depuis des années dans ses prisons. Le drame de la mort de ce jeune père de famille intervient alors que l'affaire des prisonniers en grève de la faim, à leur tête Samer Al Issawi qui jeûne depuis 216 jours et dont l'état de santé est en continuelle dégradation, n'est pas encore close. A l'annonce de sa mort, des manifestations populaires spontanées se sont déroulées dans presque toute la Cisjordanie, surtout dans la région d'El Khalil, d'où est originaire Arafat Jaradat. Les manifestations et les heurts avec les soldats d'occupation israélienne se sont poursuivis hier alors que la dépouille du martyr n'avait pas été encore remise à sa famille.

De leur côté, les prisonniers palestiniens détenus en Israël, au nombre de 4700, ont refusé de s'alimenter hier en signe de protestation. La mort du jeune Arafat continue de susciter des réactions à tous les niveaux en Palestine. Dans une tentative de calmer la rue palestinienne, le Premier ministre israélien, Binyamin Netanyahu, a promis de libérer le montant des taxes et droits de douanes prélevés sur les marchandises palestiniennes transitant par les ports et les aéroports israéliens.

Cette initiative, qualifiée de «honteuse» par la rue palestinienne, n'a pas permis de ramener le calme. Face à cette situation, Binyamin Netanyahu a demandé à l'Autorité palestinienne –il fait tout pour l'affaiblir – de contrôler les manifestations populaires et d'empêcher les heurts avec les soldats israéliens. La politique non payante, d'ailleurs, du bâton et de la carotte semble une des constantes de Netanyahu, bien que l'expérience ait montré que le peuple palestinien est prêt à tous les sacrifices lorsqu'il s'agit de sa dignité.

Communiqué

Le traitement des prisonniers politiques palestiniens par Israël: horreur de l'arbitraire colonial et complicité internationale

UJFP

Lundi 25 février 2013

Plus de 700000 Palestiniens sont passés par la prison en Israël depuis 1967, en violation de la 4e convention de Genève. Pas une famille palestinienne n'a échappé à cette épreuve. La prison est une

arme de répression et de pacification coloniales, ainsi que l'indique crûment un des responsables des services secrets israéliens interrogé dans le film « Gate keepers » (les gardiens).

Les prisonniers politiques palestiniens ne cessent depuis des années de pratiquer des grèves de la faim massives pour alerter l'opinion internationale sur le sort qui leur est imposé : détentions arbitraires sans limite de temps, impossibilité d'avoir accès à un avocat, mauvais traitements généralisés, éloignement de leurs lieux de résidence, impossibilité et/ou interdiction de recevoir des visites de leurs familles, surtout pour celles qui résident à Gaza.

Les associations palestiniennes Addameer, Al Hak, ne cessent de nous alerter sur la situation des prisonniers politiques palestiniens dans les prisons israéliennes.

L'association de juristes Adalah représentant les Palestiniens d'Israël et le Réseau euro-méditerranéen sur les Droits de l'Homme – REMDH –, viennent de publier un rapport sur la situation générale des droits de l'Homme en Palestine et en Israël, à la veille de la réunion du groupe de travail informel UE- Israël sur les Droits de l'Homme. L'ONG israélienne des droits humains B'Tselem indiquait, fin novembre 2012, qu'il y avait 4432 « prisonniers et détenus sécuritaires » dans les prisons israéliennes, dont 178 détenus administratifs et 177 enfants (21 âgés de moins de 16 ans).

Les prisonniers palestiniens avaient gagné, par la très longue et dure grève de la faim collective de 2012, des améliorations de leur sort garanties par un accord israélo-egypto-palestinien. Cet accord garantissait la fin de l'isolement carcéral, une amélioration conséquente du régime des visites familiales y compris pour les familles de Gaza, la pratique exceptionnelle et limitée de la détention administrative. Aucun de ces éléments n'a été respecté par Israël depuis cet accord. Quelques visites au compte-goutte accordées à quelques familles de Gaza, ré-arrestation de prisonniers libérés et reprise massive de la détention administrative, maintien de l'isolement carcéral. C'est ce qui motive la très longue grève de la faim de Sameer Issawi et de 3 de ses compagnons.

La mort de Arafat Jaradat, trente ans, enlevé en bonne santé par l'armée, survenue lors de ses interrogatoires dans la prison de Meggido, est un point culminant dans l'horreur de ce tableau. Elle a relancé depuis hier la grève de la faim dans toutes les prisons où l'on compte plus de 3000 prisonniers en grève. Israël a demandé à l'Autorité Palestinienne de « calmer » la révolte populaire dans les Territoires Occupés...

Les recommandations modérées de la communauté internationale relèvent à présent de l'insupportable. Le régime pénitencier colonial a atteint depuis longtemps pour les prisonniers et pour leurs familles la limite du supportable et de l'inhumain. La « démocratie israélienne » se comporte envers les prisonniers palestiniens comme la pire des dictatures ! Le déni de réalité pratiqué par l'ensemble de la communauté internationale sur toutes les formes de l'oppression coloniale israélienne fait d'elle aujourd'hui la complice du pire.

Le 29 janvier dernier, l'État d'Israël ne s'est même pas présenté au deuxième Examen Périodique Universel – EPU - lors de la 15e session du Conseil des Droits de l'Homme à Genève, montrant au monde entier le peu de cas qu'il fait du droit international et de la conscience universelle.

Torture, isolement, régime d'exception, violation de la 4e convention de Genève relative à la protection des populations civiles vivant sous occupation, font d'Israël aujourd'hui un État qui doit être soumis au droit international ou enfin mis au ban de la communauté internationale.

Une seule réponse s'impose : SANCTIONS INTERNATIONALES !

Bureau national de l'UJFP - Paris le 25 février 2013

« La torture et le mauvais traitement des Palestiniens dans le cadre de la privation généralisée de liberté découlant de la politique d'arrestations arbitraires et de détentions administratives sans chef d'accusation constituent une forme de domination sur les Palestiniens en tant que groupe ».

Tribunal Russell : conclusions de la Session du Cap sur l'Apartheid israélien - novembre 2011

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*

